

# COHÉSION SOCIALE

Veille stratégique - SYNTHÈSE POUR LES ÉLUS

- # Les outils de la fabrique du commun sont devenus clivants
- # Service(s) (aux) public(s) : d'une logique d'égalité et d'universalité à celle d'équité et d'individualisation
- # Le traitement social des inégalités produit de la décohésion sociale
- # Le fait métropolitain ne produit pas mécaniquement un sentiment d'appartenance
- # Tous unis derrière la tolérance ! oui, mais...
- # Les corps intermédiaires laissent place à des collectifs mouvants
- # Des élus moins légitimes mais toujours aussi attendus
- # Apprendre à devenir citoyen ne passe pas que par l'éducation

**Direction de la prospective  
et du dialogue public**

Septembre 2018

**GRANDLYON**  
la métropole

La Métropole de Lyon est un pari sur l'avenir. Le pari de renforcer mutuellement les compétences d'un Conseil Général et d'une communauté urbaine, le pari de redéfinir les coopérations territoriales avec les communes et d'être plus efficacement aux côtés des habitants et des initiatives de la société civile afin de relever les défis qui s'imposent à toutes les grandes métropoles à travers le monde.

Face aux mutations économiques, à la croissance urbaine, aux tensions sociales, au changement climatique, notre responsabilité collective est d'orienter nos nouveaux moyens d'action vers un futur souhaitable. La réforme institutionnelle a été le fruit d'une dynamique de coopération et le point de départ d'un nouveau chapitre à écrire collectivement dans le cadre de débats démocratiques.

À l'approche des premières élections de la Métropole au suffrage universel direct en 2020, nous voulons inviter à prendre du recul, réfléchir sur les changements à l'œuvre et des espaces de choix qui s'ouvrent.

Nous avons donc demandé à la Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP) de formaliser des synthèses thématiques et les questionnements issus des travaux qu'elle a pu conduire ces dernières années. Conduites tout au long de l'année à la demande des élus et des directions de la Métropole, les études de la DPDP ont vocation à nourrir l'élaboration des cadres stratégiques et des projets. Elles mettent l'accent sur les dynamiques et les tensions qui travaillent la société métropolitaine ainsi que sur leurs implications pour l'action publique. À défaut d'être exhaustives, ces études, restent denses, riches : elles constituent un matériau unique pour la réflexion.

Il en résulte une collection de sept livrets synthétiques qui interrogent et parfois même bousculent les modèles en place. La posture des rédacteurs n'est pas prescriptive : c'est même tout le contraire ; pour chaque enseignement, ils ont tenté d'identifier un champ de choix possibles afin de créer les conditions d'une réflexion sur le fond.

Ces sept livrets constituent dès lors un outil précieux pour nous aider à penser un avenir dans lequel chaque échelle de territoire peut s'inscrire, chaque niveau de responsabilité agir, les élus municipaux et métropolitains travailler ensemble.

Nous vous en souhaitons une excellente lecture.

David Kimelfeld, Président de la Métropole

Renaud George, Vice-président à la prospective

*Les études internes citées sont accessibles sur Comète, les études publiques sur [www.millenaire3.com](http://www.millenaire3.com).*

#### Liste des livrets

Écologie territoriale  
Action sociale & solidarité  
**Cohésion sociale**  
Insertion & emploi  
Économie & innovation  
Ville & numérique  
Âges de la vie

## POURQUOI CE SUJET SE POSE ICI ET MAINTENANT ?

Les clivages qui traversent la société française sont très forts et la défiance envers la sphère politique atteint des sommets : tout est lié. Dans ce cadre , la création de la Métropole peut être vue comme une opportunité de reprendre la main sur ces questions majeures et de sortir de l'impuissance. En effet, l'articulation du développement urbain, économique et social constitue un puissant levier de cohésion sociale. Mais celle-ci se fabrique aussi par le projet de société et par le discours que l'on projette. S'il existe une institution territoriale pour laquelle formuler un discours grand public sur la cohésion sociale a un sens, n'est-ce pas la Métropole de Lyon ?

Le Grand Lyon a été pendant quarante ans un opérateur de « cohésion territoriale ». Et beaucoup a été fait : desserte des banlieues par le métro et le tramway, politique de la ville, secteurs de mixité sociale... Sur le plan symbolique, le défilé de la biennale de la danse ou encore le déploiement d'espaces publics d'égale qualité dans tous les territoires de l'agglomération ont eu pour but de susciter de la fierté et de l'appartenance à l'agglomération.

Aujourd'hui, c'est le thème plus large de la « cohésion sociale » qui se trouve au centre du jeu. Parce que la Métropole a été créée bien sûr, mais aussi parce que de fortes tensions travaillent la société.

- L'universalisme républicain est en crise : la gestion des identités est devenue un casse-tête et l'antiracisme devient l'affaire de multiples collectifs qui défendent leur propre cause.
- La solidarité redistributive est contestée : les classes moyennes rechignent de plus en plus à financer les minima sociaux dont elles ne bénéficient pas.

- Le sens de l'impôt lui-même semble moins bien perçu qu'autrefois, les citoyens se vivant de plus en plus comme des usagers n'ayant vocation à payer que ce qu'ils consomment.

- Les classes populaires se désengagent du débat public : perdantes de la mondialisation, elles alimentent l'abstention ainsi que les votes contestataires et anti-élites.

- Les communautés religieuses s'affirment de plus en plus, mais les tenants d'une laïcité de combat également.

Ces tensions trouvent une expression quotidienne sur le territoire de la Métropole : replis communautaires dans certaines banlieues, entre soi des gens aisés dans d'autres territoires, taux d'abstention atteignant des sommets dans les quartiers populaires, sentiment d'inéquité lié au fait que toutes les écoles et tous les quartiers n'offrent pas les mêmes chances de réussite à chacun, etc.

Dans cet environnement général qui lui échappe, de quels outils la Métropole dispose-t-elle pour produire du commun à l'échelle de son territoire ?

# 1 - LES OUTILS DE LA FABRIQUE DU COMMUN SONT DEVENUS CLIVANTS

La laïcité sert aux partis extrémistes comme aux religieux à légitimer des positions antagonistes. Chacun s’empare des outils du commun (laïcité, école, égalité, ...) pour construire son rejet de l’autre.

## **Le modèle républicain remis en cause**

Laïcité, fraternité... des leviers de la fabrique du commun deviennent des facteurs de division. En cause ? Une fragmentation du social, poussée par le sentiment que chacun est toujours plus légitime à affirmer sa différence. En tension, le modèle républicain est écartelé entre un idéal universaliste et le besoin de reconnaissance des différences. Deux modèles s’opposent : celui de l’intégration et celui de l’inclusion. L’injonction faite aux individus d’intégrer les codes majoritaires est moins forte qu’autrefois. À l’inverse, il est attendu de la société qu’elle fasse davantage place et droit à la diversité des individus. Ainsi les travailleurs médico-sociaux de la PMI vont-ils travailler à partir de ce qui fait sens pour les personnes qu’elles accompagnent : plutôt que de prescrire aux mères un régime standard, ils pourront l’adapter en valorisant des aliments des cultures d’origines.

## **...qui interroge le rôle donné à la différence**

La reconnaissance du droit à la différence ne signifie pas nécessairement l’abandon de tout universel. Elle peut être comprise comme un préalable pour que les individus, une fois reconnus dans leur singularité, fassent à leur tour un pas vers la norme majoritaire. Il s’agit ainsi de chercher dans le particulier ce qui peut ouvrir à l’universel et, pour reprendre l’exemple de la PMI, construire le commun de l’accompagnement du lien parents-enfant en reconnaissant les particularités culturelles.

Aujourd’hui, la réflexion sur les processus permettant la cohésion sociale interroge la place et le rôle de la différence. Pour une institution comme la Métropole de Lyon, ce choix se manifeste au quotidien dans son action en faveur d’activités éducatives, culturelles, sportives, ou bien liées à la politique de la ville.



## ÉTUDE DPDP

Les différents usages du terme laïcité, qui mobilisent un même principe à des fins parfois antagonistes, interrogent de manière nouvelle sur la pertinence du modèle politique actuel de cohésion.



## ÉTUDE DPDP

Les symboles (laïcité, République) nous réunissent probablement moins qu'il n'y paraît à première vue, et nous sommes donc loin d'une situation de consensus dès lors qu'il s'agit des modalités pratiques du "vivre ensemble".



## PAROLE D'EXPERT

*«Aucun corps collectif ne saurait exister sans un sentiment d'appartenance ; et pour que ce sentiment existe, il faut se raconter», Pierre Rosanvallon*

**38 %**

des électeurs du FN estiment que la laïcité doit permettre l'interdiction de manifester son appartenance religieuse dans les services publics, contre **19 %** des électeurs du PS

**57 %**

des électeurs du PS estiment que la laïcité doit permettre à chaque citoyen de pratiquer sa religion, contre **35 %** des électeurs du FN

**ESPACE DE CHOIX**

**– La Métropole de Lyon doit-elle fonder la fabrique du commun sur la reconnaissance et l'accordement des différences (par exemple, soutenir l'association culturelle des femmes camerounaises pour favoriser leur intégration et leur participation) ? Ou doit-elle privilégier au contraire la construction de valeurs qui dépassent les particularismes (par exemple, soutenir l'association des Minguettes qui fait danser des filles et des garçons de toutes origines car c'est la danse qui produit du commun) ?**

## 2 - SERVICE(S) (AUX) PUBLIC(S) : D'UNE LOGIQUE D'ÉGALITÉ ET D'UNIVERSALITÉ À CELLE D'ÉQUITÉ ET D'INDIVIDUALISATION

Des services plus différenciés selon les publics et les territoires permettent une amélioration de la qualité de vie des usagers mais peuvent créer des disparités qui ne favorisent pas la cohésion sociale.

### **Un service adapté à chacun...**

Le service public est un important levier de la cohésion nationale, notamment à travers l'affirmation des principes de continuité et d'égalité d'accès sur l'ensemble du territoire. Économie de la fonctionnalité, développement du numérique, ouverture à la concurrence, budgets contraints, etc., autant de raisons qui en expliquent la transformation progressive : le service public rompt dans certains cas avec une logique d'égalité et d'universalité pour viser l'équité et une plus grande prise en compte des besoins des individus.

Pour la Métropole, cela se traduit, par exemple, par une offre de services de mobilité à géométrie variable (autopartage, Vélo'V) qui complète une offre de transports en commun déjà existante (bus, tram, métro) de façon à mieux répondre aux besoins des usagers.

### **...qui accentue les écarts**

Cette plus grande diversité pose la question de la façon dont l'acteur public pense un *continuum* de services avec des acteurs privés. Jusqu'où une offre privée peut-elle compléter, voire se substituer à un service opéré par le public ? Quel service public socle établir –universaliste, accessible à tous, visant l'égalisation du territoire (ex. les bus)– et quels services ciblés adapter aux besoins spécifiques des territoires (ex. Vélo'V) ? Ainsi l'individualisation du service et la différenciation des territoires peut entraîner du rejet si les habitants considèrent injuste la différence d'allocation des moyens.

Enfin, une offre privée, qui remplace ou complète un service public, porte le risque d'accentuer les inégalités. Ainsi, les écoles privées permettent à ceux qui ont le plus de capital économique et social de maximiser les chances de leurs enfants.

**ÉTUDE DDPD**

Le sentiment de délaissement [par les pouvoirs publics] et le sentiment de vivre dans un quartier en difficulté sont fortement liés, sauf dans les quartiers prioritaires.

**PAROLE DE GRANDS LYONNAIS**

*"On parlait déjà de projets de tramway, de prolongation de métro quand j'étais jeune. On n'en n'a pas vu la couleur. C'est un vrai problème : le tramway va jusqu'à Meyzieu ! C'est beaucoup plus loin que Vaulx-en-Velin !"*

**70 %**

des Français sont attachés  
aux services publics de proximité

---

**75 %**

pensent que les services publics  
vont se dégrader dans les années  
à venir

---

**51 %**

sont prêts à diminuer les impôts  
quitte à réduire les prestations de  
services publics

---

**ESPACE DE CHOIX**

- **Quel équilibre trouver entre le maintien de l'universalisme des services publics et l'accompagnement d'une plus grande proportionnalité des offres (avec un socle commun pour l'ensemble de la population et des services renforcés là où les besoins sont plus importants) ?**
- **À l'heure des services individualisés, en temps réel, collaboratifs, facturés à l'usage, faut-il (et comment) entretenir chez les jeunes une culture de service public ?**

## 3 - LE TRAITEMENT SOCIAL DES INÉGALITÉS PRODUIT DE LA DÉCOHÉSION SOCIALE

Les minimas sociaux jouent un rôle de rattrapage des inégalités sociales mais peuvent miner la cohésion sociale s'ils sont perçus comme inefficaces ou injustes par ceux qui les financent sans en bénéficier.

### **Compenser les inégalités : une solidarité aux effets pervers**

Agir sur les causes des inégalités en « égalisant les chances » et/ou en compenser les effets par le biais de prestations sociales sont deux approches inégalement perçues. L'égalisation des chances est une redistribution des moyens qui bénéficie assez largement aux populations, en désenclavant les quartiers populaires, en augmentant les moyens de la formation des jeunes, etc.

À l'inverse, le ciblage des aides est un transfert de revenus des classes plus aisées vers les plus pauvres qui est davantage perçu comme une redistribution « injuste » par ceux qui cotisent. Car si les aides sociales sont un filet qui permet de faire face aux aléas de la vie, leur mode de financement fragilise les classes moyennes qui, à 77 %, se sentent perdantes de la redistribution et pensent « payer pour les pauvres », d'autant qu'elles contribuent plus que les classes aisées. Ce mécanisme nourrit donc des clivages, voire du séparatisme social.

### **Des politiques publiques justes**

Cela souligne le besoin de justice du système de redistribution actuel mais aussi plus largement des politiques publiques métropolitaines. Or c'est une des difficultés des politiques catégorielles que d'arriver à ouvrir des perspectives à ceux qui en manquent et qui sont plus fragiles (habitants des quartiers populaires, mères isolées, personnes mal formées, etc.) sans produire de décohésion sociale. Le principe d'équité, qui repose sur un traitement différencié, est plus juste pour les individus que la stricte égalité, mais suppose de tenir un discours sur le handicap à compenser et porte ainsi toujours un risque de stigmatisation.



 EN PRATIQUE

Plusieurs politiques métropolitaines visent une égalisation des chances :

- la mobilité, qui vise à désenclaver les quartiers populaires
- la culture, entendue comme un « levier d'émancipation et de lien social »
- la politique de la ville à travers le contrat de ville métropolitain
- l'éducation et le développement social, en luttant contre le décrochage scolaire et pour la formation au numérique
- le logement, avec les « secteurs de mixité sociale » et le renouvellement urbain.

 PAROLE DE GRANDS LYONNAIS

*"Il y a la crainte que les centres villes captent toutes les subventions, et que d'autres quartiers se paupérisent. N'aient pas les mêmes subventions. J'ai des grosses craintes par rapport à ça. Il y avait des volontés d'équité, mais elles sont remises en question."*

 ÉTUDE DPDP

En tendance, le rapport des Français à la solidarité s'est tendu, notamment depuis la crise de 2008. On constate plusieurs clivages selon les catégories sociales, les générations et les positions politiques.

## 10%

des plus pauvres reçoivent 69 % de leur revenus en transferts sociaux

## 85%

des Français pensent que le peu d'écart entre le SMIC et les aides accordées aux inactifs est une injustice sociale

## 51%

des Français pensent qu'il faut inciter les personnes à s'en sortir par elles-mêmes plutôt qu'accroître les aides sociales

### ESPACE DE CHOIX

- **Quel équilibre la Métropole doit-elle construire entre réduire les inégalités par des compensations (allocations, tarifs différenciés, etc.) et égaliser les chances (éducation, formation, logement social diffus, emploi pour tous, etc.) ?**
- **La parole publique de la Métropole doit-elle porter de façon équilibrée sur les deux approches (réparation des inégalités/réduction des inégalités à la source) avec le risque de nourrir des clivages ? Doit-elle au contraire insister sur l'une de ces deux approches, au risque de ne pas faire valoir une partie de son action ?**

## 4 - LE FAIT MÉTROPOLITAIN NE PRODUIT PAS MÉCANIQUEMENT UN SENTIMENT D'APPARTENANCE

Habiter la Métropole ne signifie pas se sentir proche des autres habitants, surtout lorsqu'ils vivent dans des territoires très différents. Au contraire, l'accroissement des interdépendances entre territoires s'accompagne parfois d'un sentiment de distance, voire de coupure, entre les personnes qui y vivent.

### Peu de sentiment d'appartenance

Si la Métropole comme institution est mal, voire pas du tout, identifiée par ses habitants, ceux-ci ont cependant conscience d'une dynamique métropolitaine à l'œuvre. Les enquêtes révèlent qu'une représentation d'un territoire commun existe, autour des symboles touristiques du territoire : la place Bellecour, Fourvière, ou encore les Berges.

Mais dans leur vie quotidienne, les habitants de l'agglomération s'identifient avant tout à leur commune. Celles-ci conservent des identités fortes, qu'elles subissent et/ou cultivent. C'est le cas à l'Ouest, où les habitants des communes soulignent leur identité de village pour mieux s'opposer à la métropolisation ; comme à l'Est, marqué par son héritage populaire et ses difficultés socio-économiques.

### Une fragmentation dans et entre les territoire

Les politiques sociales métropolitaines, qui contribuent souvent à améliorer le quotidien des habitants, ne constituent pas un élément de cohésion suffisant. De même, bien que la Métropole investisse dans l'aménagement du territoire et les espaces publics, cela ne comble pas son déficit de notoriété face au pouvoir de proximité des communes. Dans cette mosaïque, des concurrences s'installent et la solidarité territoriale n'est pas toujours bien vécue par les communes les plus aisées. La cohésion métropolitaine se trouve en confrontation permanente avec des logiques d'entre-soi.

À cet éclatement s'ajoutent deux autres lignes de fracture. La première oppose quartiers bourgeois et banlieues populaires, sur fond de gentrification et de tensions croissantes sur le marché du logement. La seconde oppose le métropolitain et le rural. Si certains travaux ont mis en avant l'impact positif de la Métropole sur les territoires qui la jouxtent, le fait métropolitain crée aussi un sentiment de relégation et d'abandon dans sa périphérie..

**ÉTUDE DDPDP**

La Métropole a beaucoup investi dans les espaces publics comme lieux d'urbanité favorisant de l'appropriation et de l'identification des grands Lyonnais. Il en résulte un sentiment de fierté pour des lieux emblématiques, comme les berges, qui transparaît souvent dans les propos des personnes rencontrées dans l'enquête.

**EN PRATIQUE**

Les secteurs de mixité sociale sont des programmes de logements sociaux installés dans les quartiers aisés. Il s'agit ainsi de développer la mobilité résidentielle à l'échelle du territoire métropolitain et de favoriser la mixité sociale, un outil de fabrique du commun qu'approuvent 70 % des Français.

**PAROLE DE GRANDS LYONNAIS**

*" Je me sens plus vaudaise, c'est quand même mon identité. J'ai un sentiment d'appartenance à l'Est Lyonnais. C'est une espèce de barrière sociale qui s'est construite. Je pourrais habiter à l'Ouest, mais... "*

**PAROLE DE GRANDS LYONNAIS**

*" Je n'ai pas vraiment l'impression de faire partie de la Métropole. Je sais que ça existe, mais je n'ai pas vraiment une appartenance... je ne sais même pas la définir ! Donc c'est compliqué ! "*

**75%**

des habitants des banlieues aisées ont le sentiment de bénéficier des pouvoirs publics contre **61%** de ceux habitant des banlieues populaires et **41%** des ruraux

**66%**

des ruraux pensent qu'ils sont les perdants des réformes fiscales et sur les moyens publics qui leur sont alloués

**ESPACE DE CHOIX**

- Faut-il construire le récit métropolitain sur l'ensemble des territoires qui composent la Métropole (au risque d'entretenir les résistances des habitants, voire d'élus locaux), sur ses lieux emblématiques ou, encore, sur un projet économique, social et culturel suffisamment mobilisateur pour insuffler du commun ?**
- La Métropole doit-elle s'obliger à jouer un rôle d'entraînement vis-à-vis des territoires limitrophes ou miser sur les externalités économiques positives ?**
- Vis-à-vis des communes et de ses partenaires, la Métropole doit-elle adopter une posture d'entraînement ou de commandement ?**

## 5 - TOUS UNIS DERRIÈRE LA TOLÉRANCE ! OUI, MAIS...

Les enquêtes montrent une société française plus tolérante pour des faits qui autrefois clivaient, une occasion de créer du commun ?

### **Des progrès...**

Différents sujets de société qui, il y a peu, clivaient sont désormais (mieux) acceptés. Après des oppositions fortes, le mariage pour tous est approuvé par 68% des Français, la prise de conscience sur l'égalité homme/femme progresse, de même que l'acceptation des descendants d'immigrés, ou les mariages mixtes. Pour la Métropole, accompagner ces mouvements d'adhésion pourrait-il être une occasion de produire du commun ?

### **...qui restent fragiles**

Le risque est d'aviver les tensions qui persistent. De fait, si ces évolutions révèlent une société plus tolérante, les oppositions minoritaires, elles, tendent à se radicaliser.

En regardant de près, les classes populaires sont souvent moins favorables à ces transformations, de même que l'extrême droite, les personnes à forte religiosité, et dans une moindre mesure les ruraux. Ainsi de nombreux freins sont encore présents. Par exemple, si l'islam bénéficie d'une meilleure acceptation, seuls 36% des Français réagiraient positivement si leur fille épousait un musulman.



## ÉTUDE D'OPINION

Sur certaines questions de mœurs et de moralité, les catholiques pratiquants et les musulmans tendent à se rejoindre. Les musulmans restent cependant plus conservateurs sur certains thèmes (plus opposés à la législation sur l'euthanasie, moins prêts à reconnaître l'importance du libre choix, moins tolérants vis-à-vis de l'homosexualité).

## 74 %

des Français considèrent que l'égalité homme/femme est loin d'être atteinte

## 92 %

des votants du Front National estiment qu'il y a trop d'étrangers en France

## 45 %

des Français pensent que la diversité des cultures est une richesse

### ESPACE DE CHOIX

- Pour produire du commun, la Métropole doit-elle se positionner sur les débats de société touchant aux valeurs morales ?
- En particulier, la Métropole doit-elle soutenir les acteurs et les initiatives exemplaires dans les évolutions de la société (par exemple les mouvements d'émancipation féminine) au risque d'adopter des positions clivantes pour certaines minorités ?
- Plus généralement, autour de quoi fabriquer du commun aujourd'hui : l'affirmation de valeurs (solidarité, protection de la nature...) ? Le faire ensemble (« tous ensemble nettoignons les berges ») ? La valorisation d'exemples positifs (« ces jeunes issus des quartiers qui réussissent de belles carrières ») ?

## 6 - LES CORPS INTERMÉDIAIRES LAISSENT PLACE À DES COLLECTIFS MOUVANTS

L'affaiblissement des corps intermédiaires laisse la place à de nombreux collectifs, souvent plus mouvants et spécialisés. Cette fragmentation rend moins lisible l'identification des partenaires de l'action publique.

### **Une concurrence des luttes...**

Le déclin des corps intermédiaires (syndicats, associations représentatives, partis) s'accompagne d'une extrême fragmentation des luttes qui ne favorise pas un travail partagé sur le commun mais exacerbe, à l'inverse, des situations de concurrence (des souffrances, des mémoires, etc.).

La tendance, nationale, se retrouve chez les acteurs de la métropole : on est passé des grandes luttes antiracistes à une multitude de mouvements qui défendent une cause pointue. D'un côté, la marche des beurs pour l'égalité et contre le racisme de 1983, ouverte à tous, de l'autre, l'association féministe de l'ENS, dont le bureau refuse aujourd'hui les hommes.

### **...qui brouille la lecture des acteurs**

La multiplication d'acteurs plus spécialisés, plus radicaux mais aussi plus fragiles et mouvants, rend moins facile l'identification des partenaires de l'action publique, pour des instances représentatives comme la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux) ou pour l'aménagement de projets urbains.

Qui sont les « bons » interlocuteurs à associer aux projets ? Sont-ils légitimes et représentatifs des mouvements qu'ils prétendent conduire ? Comment associer, entre eux et autour du commun, des acteurs divisés, voire hostiles les uns aux autres ?

Ces évolutions conduisent le politique à réévaluer ses stratégies partenariales et peuvent le conduire à chercher à s'adresser plus directement au « citoyen » métropolitain.



## ÉTUDE DDPD

L'incapacité des partis de gauche à faire une place à ces « militants des cités » dans le marché politique local a fini par décourager leur engagement civique ou par les conduire à de nouvelles formes d'engagements collectifs recentrées sur une affirmation communautaire et religieuse.



## ÉTUDE DDPD

Si les réformes « démagogues » sont populaires, les réformes visant une meilleure prise en compte des avis des Français sont également très sollicitées : prise en compte des votes blancs, referendum d'initiative populaire, consultation en ligne, etc.



## PAROLE DE GRANDS LYONNAIS

*"Parmi les habitants, il y avait des militants, qui manipulent, qui poussent leurs idées. C'était un jeu politique."*

# 72 %

des Français pensent que les concertations ne servent à rien car les décisions sont déjà prises

# 53 %

des Français pensent que seuls les groupes de pression s'y expriment

## ESPACE DE CHOIX

- **La Métropole doit-elle accompagner la stabilisation de structures représentatives (au risque d'un procès en instrumentalisation) ou composer au gré de la conjoncture avec des collectifs à géométrie variable (au risque de manquer de partenaires stables) ?**
- **Doit-elle construire son action en associant des collectifs mouvants (au risque d'un manque de légitimité) ou en agrégeant des individus (au risque d'une participation directe pas toujours efficace ou accaparée par les « professionnels » de la participation) ?**

## 7 - DES ÉLUS MOINS LÉGITIMES MAIS TOUJOURS AUSSI ATTENDUS

La crise du politique et la reconnaissance du savoir d'usage des habitants transforme la relation élus/citoyens. La construction de l'action publique en devient plus complexe et surtout plus conflictuelle.

### **Une légitimité inversée...**

Le rapport entre élus et citoyens se complexifie voire s'inverse. D'un côté, on assiste à une délégitimation du politique, miné par une crise de confiance et de la représentativité, la persistance des problèmes sociaux et économiques, etc.

De l'autre côté, les savoirs usagers sont de plus en plus reconnus. Au-delà des seuls temps du vote, les habitants bénéficient progressivement d'une plus grande légitimité à participer aux décisions qui les concernent et à co-produire l'action publique.

### **...source de nouveaux clivages**

Ces évolutions rendent plus conflictuelle la construction de l'action publique et questionnent les modes d'exercice du pouvoir. Les études constatent des lignes de fractures entre des citoyens qui souhaitent être davantage écoutés et ceux qui assument l'idée qu'un pouvoir efficace peut parfois être autoritaire.

Cette question est d'autant plus importante pour la Métropole, objet politique en formation, qu'elle touche au lien à construire avec le citoyen dans le contexte de l'élection directe dès 2020. Si les élus, aujourd'hui mal identifiés par les habitants, ont été protégés en partie de l'exposition politique, le nouveau mode de scrutin les placera en première ligne. Une occasion à saisir pour porter une parole politique forte.





## ÉTUDE DDPD

Les mobilisations de citoyens prennent souvent la forme d'opposition aux projets politiques. Déconsidérées et vues comme un obstacle à l'action, elles permettent pourtant souvent d'enrichir les projets. Les conflits peuvent aussi être vus comme des ressources porteuses d'innovation et d'apprentissage, pour les citoyens comme pour les institutions.



## PAROLE D'ÉLUS

*"Il faut consulter les citoyens, mais pas partout. Sur la ZAC x, par exemple : pas question de concerter. On doit accueillir des milliers d'habitants, on sait très bien que si on concerta, ils vont dire non."*

**40 %**

de la population souhaite une action politique efficace quitte à ce que cela passe une forme d'autoritarisme

**67 %**

des Français sont favorables à un régime politique technocratique

**74 %**

des Français déclarent que les idées doivent venir des citoyens pour aider les élus à agir et décider

**ESPACE DE CHOIX**

- **La Métropole doit-elle privilégier des modes de faire consensuels – au risque de ne pas aborder les questions clivantes au moment où c'est encore possible– ou accepter davantage la conflictualité pour revivifier la chose publique (au risque de ne pas toujours maîtriser les processus) ?**
- **Doit-elle déterminer, au coup par coup et selon les projets, les façons d'incarner le pouvoir en lien avec d'autres acteurs ou assumer partout et tout le temps une autorité dans la décision issue de la légitimité du vote ?**
- **Quels seront les rôles, responsabilités et modes d'action de l'élu métropolitain de demain ?**

## 8 - APPRENDRE À DEVENIR CITOYEN NE PASSE PAS QUE PAR L'ÉDUCATION

Bien que le plus souvent héritée, la citoyenneté consiste en des droits et des devoirs qui ne sont pas innés mais qui supposent un apprentissage.

### **Un apprentissage multiforme...**

La citoyenneté s'acquiert par plusieurs mécanismes dont un, la naissance, laisse à penser qu'il s'agit d'un processus automatique. Mais il y a un écart important entre le statut de fait et l'exercice des droits et des devoirs qui vont avec.

Celui-ci se comble par l'éducation, la participation politique, l'engagement associatif, etc. Les mobilisations habitantes, par exemple, notamment lors des opérations de renouvellement urbain, sont des espaces d'apprentissage de la citoyenneté. L'enjeu est d'autant plus important que les enquêtes mettent en évidence que moins le niveau de diplôme des personnes est élevé, plus elles ont tendance à croire aux *fake news*, moins elles sont réceptives aux messages de prévention, et moins elles s'intéressent à la chose publique et votent.

### **... auquel la Métropole peut contribuer**

La Métropole dispose de différents leviers pour agir sur la « fabrique du citoyen », par exemple en développant l'accès aux savoirs et à la culture, en favorisant l'éducation à la citoyenneté et aux médias numériques au collège, en sensibilisant aux enjeux environnementaux, en favorisant la mixité garçons/filles dans le sport, en développant des instances politiques (Conseils métropolitain et communaux des enfants et des jeunes, etc.), en soutenant les pratiques coopératives, les budgets participatifs, etc.



## PAROLE D'EXPERT

« Ceux qui ne votent pas ont recours, dit-on, à d'autres formes d'expression pour se faire entendre dans l'espace public. C'est vrai pour la minorité des abstentionnistes diplômés et politisés, qui cumulent les répertoires d'action. C'est faux pour la grande majorité des abstentionnistes qui, lorsqu'elle ne vote pas, devient tout simplement inaudible », Céline Braconnier



## ÉTUDE DDPDP

Les citoyens français issus de l'immigration africaine et maghrébine représentent 4% dans le corps de la communauté nationale, mais ils ne sont pas tous inscrits sur les listes électorales puisqu'ils composent 3% du corps électoral.

## 75 %

des électeurs de Vaulx-en-Velin se sont abstenus lors des élections régionales de 2015

## 11 %

des citoyens Français ne sont pas inscrits sur les listes électorales et jusqu'à 25% de ceux habitant dans les quartiers populaires

## 25 %

des garçons de plus de 15 ans vivant dans des HLM de Lyon et Grenoble estiment que le vote ne sert à rien contre 11,3% de ceux qui ne vivent pas dans des HLM

### ESPACE DE CHOIX

- L'apprentissage de la citoyenneté pourrait-il devenir un fil rouge de l'action métropolitaine ? Quelle complémentarité avec l'action des communes en la matière ?
- Face au risque d'être perçue comme trop prescriptive (formatage du « citoyen éclairé »), la Métropole doit-elle laisser à la société civile le soin de former la citoyenneté ?

## PRINCIPALES ÉTUDES MOBILISÉES

### **Classes moyennes : quel avenir, quels impacts attendre de leur transformation ?**

*Cédric Polère, 2017 (47 pages)*

Ce document de synthèse prospective passe au crible les classes moyennes dont l'avenir est une question cruciale. Il conditionne dans une large mesure celui de nos sociétés, leur cohésion, leur assise démocratique. En France comme dans l'ensemble des pays développés, trois tendances semblent les fragiliser : la hausse des inégalités de revenus, la polarisation du marché du travail, le phénomène du déclassement social. Qu'en est-il vraiment ?

### **Fabriquer du commun dans une société diverse**

*Catherine Foret, Yoann Papat, 2018*

Cette étude qui, repose sur un large benchmark national, décrit cinq façons employées par les acteurs de terrains pour fabriquer du commun : « Sortir de son territoire », permettant la création d'échanges et de liens, « participer au récit républicain », « agir ensemble », mêlant la diversité des origines, des cultures, des lieux de résidence, etc., « faire modèle », pour proposer des figure d'identification et « adapter la norme ».

### **Laïcité et cohésion sociale, 5 fiches pour comprendre l'après-Charlie**

*Sebastian Roché, Pierre-Alain Four, Ludovic Viévard, mai 2015 (77 pages)*

Appuyée sur le débat public, cette étude met en évidence des questionnements qui touchent directement à la laïcité : définitions, utilisations, articulation avec des notions liées comme la liberté. Elle révèle combien cette notion s'enchaîne dans d'autres problématiques qu'il est indispensable d'explorer pour cerner l'ensemble des transformations et des tensions qui touchent notre société : montée de l'expression des croyances religieuses et diversité de ses formes, complexité qu'il y a à traduire pratiquement la « neutralité » de la puissance publique, difficulté à maintenir l'efficacité du modèle d'inclusion sociale et des moyens mis en œuvre pour y parvenir, etc.

### **Les aspirations et clivages dans la société française, 6. Vol.**

*Sebastian Roché, Cédric Polère, Aurélien Boutaud, Boris Chabanel, Juin 2018*

6 dossiers thématiques, synthétisent en 114 fiches, les données des grandes enquêtes chiffrées permettant de documenter les valeurs et les attentes des Français sur les thèmes suivants : Rapports aux institutions, les Trajectoires sociales, la Sécularisation & Religion, la Cohésion sociale & Violences, les Valeurs morales, Technologie & Environnement et les Rapports à la ville.

**ET AUSSI...****– Conflits de normes, étude de cas**

*Anne-Caroline Jambaud, Pierre Grosdemouge, Cédric Polère, Ludovic Viévard, mars 2017 (134 pages)*

**– Représentations et pratiques du territoire métropolitain**

*Pierre Grosdemouge, 2018*

**– La concertation sur projet comme champs de bataille et processus politique**

*Catherine Foret, janvier 2017 (75 pages)*

**– La mixité en actes**

*FORS, Cédric Polère, Brice Dury, mai 2016 (107 pages) & synthèse (32 pages)*

**– La non-participation électorale**

*Anne-Caroline Jambaud, janvier 2018 (30 pages)*

**– Le communautarisme religieux**

*Cédric Polère, mai 2017 (43 pages)*

**– Les populismes**

*Cédric Polère, mai 2017 (43 pages)*

**– Photographie du débat public français. Attentats de janvier contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes**

*Jean-Loup Molin, avril 2015 (63 pages)*

**– Pour l'émergence d'une vision des solidarités territoriales basée sur les « communs »**

*Interview de Philippe Warin, janvier 2017 (3 pages)*

**– Quand les mobilisations citoyennes interpellent l'action publique, Les conflits territoriaux comme « apparition de la démocratie »**

*Catherine Foret, mars 2014 (72 pages)*

**– Sécurité publique**

*Ludovic Viévard, mars 2018 (27 pages)*

**– Socialisation des descendants d'immigrés**

*Yoann Pupat sous la coordination de Catherine Foret et Ludovic Viévard, novembre 2016 (77 pages)*



**Livret réalisé par la Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP) Septembre 2018**

Conception graphique : Céline Olliver-Peyrin

Réalisation : Nathalie Joly

**Élaboration des contenus :**

Équipe DPDP accompagnée par Aurélien Boutaud, Lionel Gastine, Pierre Grosdemouge, Emile Hooge, Manon Loisel, Nicolas Rio, Ludovic Viévard, membres du réseau de veille prospective.

WWW.  
MILLENAIRE3.  
COM

RETROUVEZ  
LES ÉTUDES PUBLIQUES SUR

RETROUVEZ  
LES ÉTUDES INTERNES SUR  
[comete.grandlyon.fr](http://comete.grandlyon.fr)

MÉTROPOLE DE LYON  
Direction de la prospective  
et du dialogue public  
20 rue du Lac - 69399 LYON CEDEX 03